

- La dite requête doit être signifiée au Secrétaire-Trésorier qui, lui, en donne avis spécial au maire, et un avis public, aux parties intéressées. La Corporation et autres intéressés, ne deviennent parties en cause que s'ils interviennent. La désignation illégale de la Corporation intéressée dans une telle requête, n'entraîne pas une nullité absolue, et le requérant, pour cette informalité, peut bénéficier de la clause 46 du dit Statut Electoral.... 366
- Loyer, *vide* Bail**..... 366
- Magistrat de District a juridiction pour le recouvrement de taxes municipales, quelqu'en soit le montant.** Sous les articles 939 et 951 du Code Municipal, une corporation locale peut être poursuivie devant le Magistrat de district, pour le recouvrement d'une dette de Comté due par la corporation locale à la corporation du comté. Un Magistrat de District n'est pas disqualifier pour juger semblables, causes parce qu'il est contribuable de la municipalité intéressé..... 562
- Maître et Serviteur.** L'employé, renvoyé par son patron, avant la fin de son engagement, n'a pas d'action pour réclamer du salaire non échu au temps de son renvoi, mais il a droit seulement à une action pour dommages résultant de l'inexécution de la convention. L'employé dans ce cas, est tenu de prouver qu'il a souffert des dommages par la faute de son patron, qu'il n'a pu obtenir une autre situation, et que son renvoi a eu lieu sans cause..... 224
- Mandat d'emprisonnement, *vide* Extradition**.....
- Mandat d'arrestation, *vide* Extradition**.....
- Mandat.** Un créancier qui poursuit sur une obligation, consentie par un procureur, et qui ne produit pas la procuration, sera débouté de sa demande avec dépens, même si le défendeur fait défaut..... 611
- Marines Marchande, *vide* Navigation**.....
- Marque de Commerce**..... 386
- Menée Corruptrice, *vide* Elections contestées**.....